



Case
folio
FRC
27338

A R R E S T
DE LA COUR
DE PARLEMENT,

*QUI enjoint à un Chirurgien de porter des secours
à tous Particuliers aussi-tôt qu'il-en sera requis,
& notamment aux Noyés.*

EXTRAIT DES REGISTRES DU PARLEMENT.

Du vingt-cinq Octobre mil sept cent quatre-vingt-trois.

ENTRE Claude Boiteau, Maître en Chirurgie,
demeurant à Saint-Cloud, appellant de la plainte
contre lui rendue en la Prévôté de Saint-Cloud,
à la requête du Procureur Fiscal en ladite Prévôté,
le quatre Août mil sept cent quatre-vingt-trois, de
la permission d'informer, information & décret
d'assigné pour être oui contre lui décerné en ladite

TURIN
LIBRARY

Prévôté le cinq dudit mois, & de tout ce qui s'en est ensuivi, suivant l'Arrêt de la Cour du huit dudit mois d'Août, qui a reçu ledit Boiteau appellant, ordonné que sur ledit appel, les Parties procéderaient en la Cour, l'apport au Greffe de la Cour des charges, informations & procédures extraordinaires faites en ladite Prévôté de Saint-Cloud, & fait défenses d'exécuter ledit décret, d'une part; & le Procureur Général du Roi, prenant le fait & cause du Procureur Fiscal en la Prévôté de Saint-Cloud, intimé, d'autre part: Et entre ledit Boiteau, demandeur en Requête du dix-huit Octobre mil sept cent quatre-vingt-trois, tendante à ce que l'appellation & ce dont étoit appel fussent mis au néant; émendant, la procédure extraordinaire tenue contre lui à la requête du Procureur Fiscal de la Prévôté de Saint-Cloud, fût déclarée nulle, injurieuse & vexatoire, en conséquence ledit Boiteau fût déchargé de l'accusation contre lui intentée; il fût fait défenses au Procureur Fiscal de Saint-Cloud d'en intenter de semblables, & au Lieutenant de décerner de pareils décrets; sauf au Procureur Général du Roi à prendre contre le Procureur Fiscal en la Prévôté & Châtellenie de Saint-Cloud telles conclusions qu'il aviseroit bon être, d'une part;

& le Procureur Général du Roi, comme prenant le fait & cause du Procureur Fiscal en la Prévôté de Saint-Cloud, défendeur, d'autre part : sans que les qualités puissent nuire ni préjudicier. Après que Cocquebert, Avocat de Boiteau, a été oui, ensemble Peronneau, Substitut, pour le Procureur Général du Roi, qui a fait récit des informations :

LA CHAMBRE faisant droit sur l'appel interjeté par la Partie de Cocquebert, met l'appellation & ce dont est appel au néant ; émendant, évoquant le principal, & y faisant droit, enjoint à ladite Partie de Cocquebert de porter des secours à tous particuliers aussi-tôt qu'il en sera requis, & notamment aux noyés. Ordonne qu'à la requête du Procureur Général du Roi, le présent Arrêt sera imprimé & affiché par-tout où besoin sera. Fait en Parlement en Vacations, le vingt-cinq Octobre mil sept cent quatre-vingt-trois. Collationné DEBRET.

Signé LEPAIGE.

A PARIS, chez P. G. SIMON & N. H. NYON, Imprimeurs
du Parlement, rue Mignon Saint-André-des-Arcs, 1783.

